Belgeo

Revue belge de géographie

2 | 2019

La région, vous dites? Le kaléidoscope régional de l'Union européenne

Des régions territoriales aux régions fonctionnelles, une proposition de classification des régions de l'Union Européenne

From territorial to functional regions: a proposal of classification of EU regions

François-Olivier Seys

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/33263>

DOI : 10.4000/belgeo.33263

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Référence électronique

François-Olivier Seys, « Des régions territoriales aux régions fonctionnelles, une proposition de classification des régions de l'Union Européenne », *Belgeo* [En ligne], 2 | 2019, mis en ligne le 24 mai 2019, consulté le 07 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/33263> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.33263>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2020.

Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Des régions territoriales aux régions fonctionnelles, une proposition de classification des régions de l'Union Européenne

From territorial to functional regions: a proposal of classification of EU regions

François-Olivier Seys

- 1 La question régionale est une question complexe dans l'Union Européenne. Dans l'Acte Unique de 1986 et les traités suivants, deux termes apparaissent qui peuvent sembler contradictoires : *politique régionale* et *politique de cohésion* et même, en étant plus précis, *politique de cohésion économique sociale et territoriale*. Ces deux termes désignent la même politique : celle d'une volonté d'harmonisation et de cohésion des régions de l'Union Européenne, c'est-à-dire de réduction des disparités de développement. Cette contradiction sémantique apparente a induit depuis le début une réelle ambiguïté.
- 2 L'Union Européenne a bien une politique de cohésion territoriale, mais elle n'a pas une politique régionale au sens strict. En effet, aucun texte européen ne définit ce qu'est une région et, en particulier, quelles en sont les compétences ; c'est du ressort de chaque Etat membre. Cela induit une très grande variabilité de la réalité régionale dans l'Union Européenne, bien que ce soit un chapitre de l'Acquis Communautaire. En effet, « pour entrer dans l'Union Européenne tout État candidat a l'obligation de se doter de régions. Cela fait partie de l'Acquis Communautaire qui comporte un chapitre nommé "Politique régionale et coordination des fonds structurels". C'était le chapitre 21 pour le 5^e élargissement (2004) et le 22 lors du 6^e (2007) » (Seys, 2017).
- 3 Dans ce chapitre, l'Union Européenne laisse à chaque État candidat le choix de la délimitation territoriale des *régions*, sans qu'elle soit obligatoirement en cohérence avec celle d'unités territoriales existantes. Ces *régions* servent à gérer les fonds structurels et ont permis la création de bases de données statistiques territoriales par Eurostat. Pour ce dernier item, ce sont les NUTS dont l'acronyme signifie *Nomenclature des Unités*

Territoriales et Statistiques. Ces NUTS, qui comptent maintenant 3 niveaux, sont parfois, à tort, considérées comme des collectivités territoriales.

- 4 Dans le cadre d'un projet de recherche nommé Eurégio, j'ai animé une réflexion sur les régions de l'Union Européenne en me posant plusieurs questions que peu d'auteurs ont posées sous cette forme :
 - La première semblait simple : qu'est-ce qu'une région ? Cette question apparemment facile est très complexe à cause de la très grande variabilité du fait régional dans l'Union Européenne.
 - La seconde était d'ordre géographique : comment les limites régionales ont été définies ? En d'autres termes, différents modèles ont-ils été utilisés pour définir les limites spatiales des régions européennes ?
 - La troisième découlait des deux premières : quels liens existent entre ces limites régionales, la taille des régions et leurs niveaux de compétence ?
- 5 Bien que le projet Eurégio soit plus large, cet article va essayer de répondre à ces trois questions avec la volonté d'être le plus exhaustif possible sur l'ensemble de l'Union Européenne, c'est-à-dire de ne pas se concentrer exclusivement sur le fait régional dans les grands Etats membres d'Europe de l'ouest où il semble a priori le plus pertinent.

Questionner la notion de région dans l'Union Européenne

- 6 Depuis les années 90, les sciences sociales ont redécouvert la question régionale car elle retrouvait une place dans l'actualité politique pour deux raisons principales. En Europe de l'ouest, cela est lié à la transformation de la Communauté Economique Européenne en Union Européenne et à la définition des politiques de cohésion. Au centre et à l'est, la chute du communisme a nécessité de repenser complètement l'organisation politique des Etats (Bafail, 2006). Ces deux mouvements globalement simultanés ont rendu nécessaire une réflexion sur l'organisation territoriale des Etats et donc sur l'organisation régionale. Ce processus est communément appelé *néo-régionalisme*.
- 7 Le *néo-régionalisme* a une double dimension : repenser la structure infra-étatique *région* articulée avec l'émergence des régions comme espace de localisation des activités économiques dans une logique post-fordiste (Jouen, 2011). La plupart des travaux de recherche sur le *néo-régionalisme* se concentrent sur les changements dus aux nouvelles situations politiques et économiques qui émergent à partir des années 80 (Paasi, 2009 ; Picouet, 2012 ; Keating 2013). Par exemple, on étudie en détail les conséquences spatiales des lois de décentralisation en France. Par contre, peu d'auteurs essayent de donner une définition précise de la région pour l'ensemble de l'Union Européenne. C'est ce que j'ai voulu faire.

Une proposition de définition pour la région

- 8 La première difficulté est que le terme *région* est polysémique et que sa définition varie fortement. Dans le débat actuel sur les régions et le régionalisme, un relatif consensus apparaît cependant autour de la définition suivante : « *La région est une unité territoriale et entité socio-politique située à une échelle intermédiaire, entre le local et l'État central ou fédéral* » (Pasquier, 2012).

- 9 Cette définition est cependant imprécise et il est nécessaire de préciser ce qui fait région, c'est-à-dire quelles en sont les compétences : « Une région est une unité territoriale et une entité socio-politique infranationale et supra-communale qui dispose au moins :
- d'une ou plusieurs administrations déconcentrées d'État ; ce sont les régions administratives ;
 - de compétences de gouvernement local gérées par un conseil régional élu ; ce sont les régions décentralisées ;
 - d'un pouvoir législatif exclusif ou partagé avec l'État pour gérer des politiques d'intérêt régional ; ce sont les régions constitutives d'États fédéraux » (Seys, 2017).
- 10 C'est donc la nature des compétences et la situation intermédiaire entre le niveau national et le niveau local qui déterminent ce qu'est une *région*. Ce n'est nullement la superficie ou l'effectif de population. Ainsi, la totalité des États membres peuvent avoir des régions quels que soient leur taille ou leur poids démographique.
- 11 En utilisant cette définition et en analysant la réalité territoriale dans les 28 États membres de l'Union Européenne, on se rend compte que certains États n'ont pas de régions. Ils sont quatre : Chypre, la Lettonie, le Luxembourg et la Slovaquie. Dans ces quatre pays, il n'y a pas d'unité territoriale existante dotée des compétences mentionnées ci-dessus et située à l'échelle intermédiaire entre le niveau national et celui des communes. De plus, dans deux autres États, le Royaume-Uni et le Portugal, il n'y a des régions que sur une partie du territoire national. L'Irlande du Nord, l'Écosse, le Pays de Galles, Madère et les Açores peuvent être considérés comme des régions en utilisant la définition. Par contre, en Angleterre et au Portugal continental, il n'y a pas ou plus de régions au sens strict (Seys, 2017).
- 12 Cette définition est assez restrictive car elle exclut les régions de planification quand elles ne coïncident pas avec des unités territoriales ayant les compétences citées ci-dessus. Ces régions de planification, parfois nommées régions de développement, ont été créées essentiellement en Europe centrale et orientale pour préparer l'adhésion à l'Union Européenne. Par exemple, en 2001 la Roumanie a créé 8 régions de développement appelées *Regiunile de Dezvoltare*. Elles regroupent les départements [Judete] par 5 à 8 pour une population moyenne d'environ 3 millions d'habitants. Ces régions ont été créées pour gérer les fonds structurels et servir de NUTS 2 (Barbulescu et al., 2011).
- 13 Elles n'ont par contre aucune des compétences évoquées ci-dessus. Ce ne sont ni des unités territoriales des services déconcentrés de l'État, ni des régions décentralisées, ni des régions constitutives des États fédéraux. Ce ne sont donc pas des régions au sens de la définition proposée. C'est aux Judete qu'appartiennent ces compétences.

Les NUTS ne sont pas des régions mais leurs limites peuvent correspondre à celles de régions

- 14 Dans l'Union Européenne, hormis dans les 6 cas évoqués ci-dessus, le fait régional semble généralisé. De même, l'Union Européenne a donné un cadre pour définir les NUTS que chaque État membre pouvait appliquer avec souplesse.
- 15 L'idée directrice était que chaque État devait, dans la mesure du possible et selon ses propres critères, se doter de trois échelons statistiques infra-étatiques et que c'était à lui seul de fournir une nomenclature pour laquelle Eurostat a fixé des seuils démographiques. Les NUTS 1 doivent avoir des effectifs de population compris entre 3

et 7 millions d'habitants, les NUTS 2 entre 800 000 et 3 millions et les NUTS 3 entre 150 000 et 800 000. De plus, ces seuils étaient plutôt indicatifs et pouvaient être appliqués avec souplesse. Il n'y avait par contre aucune instruction sur la nature des unités territoriales qui ne devaient pas obligatoirement correspondre à des collectivités territoriales existantes. Cela donne un tableau très hétéroclite des NUTS dans l'UE (tableau 1).

- 16 L'Allemagne et la Belgique sont les seuls pays qui ont proposé leur régions comme NUTS 1 bien qu'ils ne satisfassent que partiellement aux seuils démographique. En effet, en Belgique, une région sur les trois a moins de 3 millions d'habitants : Bruxelles-Capitale. En Allemagne ce sont 8 Länder sur 16 : Brême, Hambourg, Sarre, Schleswig-Holstein, Mecklembourg-Poméranie-Antérieure, Brandebourg, Saxe-Anhalt et Thuringe.
- 17 Six pays ont proposé leurs régions comme NUTS 2. Ce sont les pays ayant des effectifs de population importants dont un pourcentage assez élevé de régions dépasse le seuil de trois millions. Ils auraient pu comme la Belgique et l'Allemagne les proposer comme NUTS 1 et ont été amené à créer des NUTS 1 assez artificielles qui sont des regroupements de régions qui ont parfois cette seule utilité statistique. C'est le cas, par exemple, de l'Espagne et de l'Italie. La France, avant sa réforme territoriale, faisait partie de ce groupe et ce sont toujours les anciennes régions françaises qui sont NUTS 2. Il y a débat actuellement pour que les nouvelles régions deviennent NUTS 1.
- 18 Dix pays ont proposé leurs régions comme NUTS 3 avec la même logique que le groupe précédent. Ce sont plutôt les pays ayant des régions avec des effectifs de population faibles et des regroupements de régions ont été créés pour faire office de NUTS de rang 2 et 1. Dans les Etats membres de petite taille, mais pas exclusivement, c'est l'ensemble du pays qui constitue les NUTS 1. C'est le cas pour 11 Etats membres sur 28.

Tableau 1. Tableau de correspondance entre le niveau de NUTS et la région au sens de la définition proposée par Etats de l'Union Européenne.

Pays où les régions au sens de la définition proposée correspondent à un niveau de NUTS			
	NUTS 1	NUTS 2	NUTS 3
Allemagne	Länder [16]		
Belgique	Régions/ Gewesten[3]		
Autriche		Bundesländer (Etats Fédérés) [3]	
Danemark		Regioner (Régions) [5]	
Espagne		Comunidades Autónomas (Communautés Autonomes) [17]	
Grèce		Περιφέρειες (Périphéries) [13]	
Italie		Regioni (Régions) [20]	
Pays-Bas		Provincies (Provinces) [12]	

Pologne		Województwa (Voïvodies) [16]	
Bulgarie			ОБЛАСТИ (Régions) [28]
Croatie			Županija (Comitats) [21]
Finlande			Maakunnat/Landskap (Régions) [20]
Hongrie			Megyeék (Comitats) [24]
Irlande			Regional authority regions [8]
Lituanie			Apskritis (Regions) [10]
République Tchèque			Kraje (Régions) [12]
Roumanie			Județe (Départements) [42]
Slovaquie			Kraje (Regions) [8]
Suède			Län (Comtés) [21]
Pays ou les NUTS ne correspondent pas aux régions au sens de la définition proposée			
Estonie			
France		anciennes Régions françaises [22+5]	
Malte			
Pays sans régions sur l'ensemble de leur territoire au sens de la définition proposée			
Chypre			
Lettonie			
Luxembourg			
Portugal			
Royaume-Uni			
Slovenie			

Source : Eurostat et compilation de l'auteur (les noms des régions sont dans la langue officielle, ils sont traduits en français entre parenthèses et le nombre de régions est indiqué entre crochets)

- 19 La situation est donc paradoxale : les régions ne sont donc pas toujours des NUTS et toutes les NUTS ne sont pas obligatoirement des collectivités territoriales. Le Comité

Européen des Régions reflète cette hétérogénéité régionale dans son organisation et il induit également par son nom une nouvelle ambiguïté. Créé en 1994, cet organe consultatif de l'Union Européenne a pour mission de formuler des avis sur toutes les politiques européennes ayant une dimension territoriale, ce qui représente environ trois quarts des textes législatifs votés par le parlement européen. En réalité, il devrait s'appeler *Comité Européen des Collectivités Territoriales* car il est consulté dès qu'un texte a une dimension infranationale quel que soit l'échelon auquel il fait référence : communes, régions, régions de développement et tous les échelons intermédiaires entre les régions et les communes. Sa composition reflète ces disparités puisque chaque Etat membre propose au Conseil de l'UE ses représentants nationaux selon un mode de désignation qui lui est propre. Le nombre de membres nationaux est proportionnel au poids démographique de chaque pays. L'Allemagne, la France, l'Italie et Royaume-Uni ont 24 membres chacun quand, à l'opposé, Malte, Chypre et le Luxembourg en ont 5. Cela se reflète dans ses présidents successifs. Le président actuel, Karl-Heinz Lambertz, est sénateur de la Communauté germanophone de Belgique. Parmi ses 10 prédécesseurs, 3 étaient des maires de grandes villes et 7 représentaient des collectivités territoriales de nature diverse : régions, départements, etc.

- 20 L'Union Européenne a donc, par ses structures et son organisation, induit plusieurs ambiguïtés sémantiques sur la notion de région. Cela a pour cause principale la multiplicité de la réalité régionale dans l'UE. De fait, dans les institutions européennes, le terme région est polysémique car chaque Etat membre y a amené sa propre conception de la réalité régionale qui comporte une double dimension politique et historique. Elle est politique car chaque Etat membre a décidé du niveau de compétences et des délimitations des régions. Cette dimension politique a un lien dialectique avec l'histoire. La réalité régionale actuelle peut être présentée comme un lien avec des structures territoriales antérieures ou comme une rupture avec elle. Le premier cas est, par exemple, plutôt celui de l'Allemagne quand le second est plutôt celui de la France mais toutes les situations intermédiaires sont possibles. C'est ce qui nous amène à nous interroger sur les modes de délimitation des limites régionales.

Les modes de délimitation des limites régionales induisent une distinction entre *régions territoriales* et *régions fonctionnelles*

- 21 Les frontières et plus particulièrement les limites territoriales sont une thématique de recherche classique en géographie, notamment quand on travaille sur l'analyse spatiale. Par définition, le tracé précis des frontières et des limites territoriales peut être considéré comme arbitraire (Rogerson, 2010). Pour l'analyse spatiale, cela est même très important car la délimitation des limites des unités territoriales a un effet indirect sur les données utilisées et donc un impact sur les résultats de la recherche. Cela a même deux types d'effet : un effet de *barrière* et un effet de *forme*. Le premier signifie que l'existence de la limite induit l'ignorance des interdépendances existant de chaque côté de la *barrière*. Le second signifie que la *forme* de l'unité territoriale a un effet sur sa réalité statistique (Calloz, Collet, 2012).
- 22 Les méthodes de l'analyse spatiale peuvent être utilisées pour discuter de la délimitation des limites régionales. On peut ainsi considérer qu'il y a trois modes de

délimitation qui ne sont pas disjonctifs et qui peuvent être interconnectés. Ces trois modes sont :

- la délimitation par héritage historique (région territoriale) ;
- la délimitation par agrégation (le premier modèle de région fonctionnelle) ;
- la délimitation utilisant le modèle centre périphérie (le second modèle de région fonctionnelle).

La délimitation par héritage historique a créé des régions territoriales

- 23 La délimitation par héritage historique est un mode partagé par un nombre élevé d'Etats membres de l'Union Européenne. Dans ce cas, les limites régionales sont celles d'anciens royaumes, comtés, duchés ou marquisats... Par exemple, la limite entre l'Ecosse et l'Angleterre a été fixée progressivement pendant le Moyen Age et n'a pas changé depuis 1603. De même, la limite entre le Pays de Galles et l'Angleterre a été tracée au XIII^e siècle.
- 24 Ce mode de délimitation correspond à celui d'une région territoriale. Par la constitution ou la loi fondamentale, l'Etat central ou fédéral donne des compétences, aux régions, sans en discuter la pertinence des limites. Ce modèle n'est pas absolu dans l'histoire et des modifications mineures des limites régionales peuvent se produire.
- 25 En République Fédérale d'Allemagne, depuis sa création en 1949, les limites régionales ont été modifiées deux fois. En 1952, le Land de Bade-Wurtemberg a été créé par fusion de trois Länder antérieurs : le Bade, le Wurtemberg-Bade et le Wurtemberg-Hohenzollern. Ces trois Länder avaient eu leurs limites tracées par adaptation au lendemain de la Première Guerre mondiale (figure 1). En 1990, au moment de la réunification, quand les Länder de l'est de l'Allemagne ont été recréés, leurs limites ont été partiellement retracées en les adaptant à celle des municipalités héritées de la R.D.A. (figure 2).

Figure 1. Evolution de l'organisation territoriale du Land de Bade-Wurtemberg.

Source : compilation de l'auteur

Figure 2. Evolution des limites des Länder de l'est de l'Allemagne en 1947 et depuis 1990.

Source : compilation de l'auteur

- 26 En Finlande, après des hésitations sur le nombre et la taille des régions, il a été décidé, en 1997, d'en reprendre la trame ancienne. Le tracé des limites régionales est approximativement celui de celles qui existaient avant l'indépendance en 1917. Un seul changement a été opéré en 2011 pour permettre l'extension du réseau de transport

régional autour d'Helsinki. Cela s'est fait par fusion de deux régions, Uusimaa et Uusimaa de l'Est, qui forment ensemble l'aire métropolitaine d'Helsinki.

La délimitation par agrégation ou le premier modèle de région fonctionnelle

- 27 La région fonctionnelle est par nature opposée à la région territoriale. Elle n'hérite pas de limites territoriales de collectivités antérieures mais les décide arbitrairement. On la nomme région fonctionnelle car ses limites sont censées être liées à ses compétences. La gestion des politiques de transport induirait, par exemple, une délimitation régionale connectée à celle des réseaux de routes et de voies ferrées. Cependant, ce modèle théorique est souvent appliqué de manière imparfaite. Pour délimiter les limites des régions fonctionnelles on peut distinguer deux méthodes : la délimitation par agrégation et la délimitation utilisant le modèle centre-périphérie, sans que ces processus soient obligatoirement disjonctifs dans le temps.
- 28 Le premier modèle semble être le plus simple. Par agrégation d'unités territoriales de rang inférieur, l'Etat crée des régions sans qu'elles soient liées avec des unités territoriales anciennes. Cela se fait généralement dans le cas de rupture historique, associée éventuellement à une volonté de rationalisation. Le cas emblématique de ce mode de délimitation est la France.
- 29 En France, les départements ont été créés en 1790 en utilisant un modèle de centre-périphérie. La ville la plus importante, où se concentraient les administrations déconcentrées de l'Etat, nommée chef-lieu ou préfecture, devait être atteignable depuis toutes les communes du département, au maximum en une journée à cheval. Cela a induit que les départements ont globalement des tailles comparables, sans que leurs populations le soient. Depuis plus de deux siècles, les tracés des limites départementales ont été très peu modifiés, sauf dans trois cas principaux :
 - Trois départements ont été créés en 1860 après l'accroissement territorial opéré au détriment de l'Italie (Savoie, Haute-Savoie et Alpes Maritimes).
 - Les limites départementales ont été adaptées après la rétrocession de la Moselle et de l'Alsace à l'Allemagne en 1871. Il est remarquable, qu'en 1918, après la restitution des trois départements à la France, on ne soit pas revenu au tracé antérieur à l'annexion.
 - La partition de départements s'est produite à deux reprises, pour les départements de la Seine en 1968 et de la Corse en 1978.
- 30 La création des régions en 1972 s'est faite en agrégeant les départements, sans se poser la question de la pertinence de leurs limites alors qu'elles avaient 180 ans. Cela signifie que l'on n'a pas pris en considération les mutations de la répartition de la population française, dues à la révolution industrielle et à l'urbanisation, qui ont profondément modifié la géographie de la France. De plus, en 2016, le gouvernement français a utilisé le même système. Il a été décidé de fusionner les régions sans se poser la question de la pertinence des limites antérieures et surtout sans consultation. Le nombre de régions métropolitaines a été réduit de 22 à 13, sans changements pour les régions ultramarines. Quelques régions sont le résultat de la fusion de 3 régions antérieures (Nouvelle-Aquitaine et Grand-Est) ou 2 (Hauts-de-France, Normandie, Bourgogne-Franche-Comté, Rhône-Alpes-Auvergne, Occitanie). D'autres n'ont pas été redessinées (Île de France, Bretagne, Pays de la Loire, Centre-Val de Loire, Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Corse).

31 Le processus d'agrégation a été utilisé dans d'autres pays européens, comme en Slovaquie, sous une forme différente de la France. Quand elle est devenue indépendante en 1993, la Slovaquie héritait de la Tchécoslovaquie de 3 régions [*kráj* en Slovaque] et de 38 districts [*okres* en Slovaque]. La première réforme, en 1996, a consisté en une partition d'une large majorité des anciens districts. Ainsi, on est passé de 38 à 79 districts, avec seulement deux cas très localisés d'adaptation des limites. Le processus de création des régions s'est fait en même temps, en agrégeant les nouveaux districts, avec trois idées directrices :

- créer des régions autour des 8 villes principales du pays ;
- obtenir des régions ayant des effectifs équivalents de population ;
- ne pas avoir de régions où la population de langue hongroise serait majoritaire.

32 Cela a donné une carte régionale intéressante avec 8 régions, dont la population moyenne est de 670 000 habitants, avec un faible écart type. La population de langue hongroise est partagée entre 4 régions et elle ne représente jamais plus de 20 % de la population régionale. En dehors de Bratislava, les régions rassemblent globalement une ville importante avec toute ou partie de sa zone d'attraction. A Bratislava, c'est différent. Le centre de l'aire métropolitaine forme la région de Bratislava, quand celle de la périphérie constitue celle de Trnava (figure 3).

Figure 3. Régions et districts en Slovaquie avant et après la réforme de 1996.

Source : compilation de l'auteur

La délimitation utilisant le modèle centre périphérie ou le second modèle de région fonctionnelle

33 Ce modèle est peu utilisé ; c'est plutôt le modèle d'Etats ayant créé des régions récemment avec une volonté de rupture avec le passé. L'idée principale est pourtant simple. Il s'agit d'organiser les régions autour des grandes villes et de les étendre à leurs zones d'attraction. Ce modèle est inspiré indirectement de la théorie des places

centrales formulée par le géographe allemand Walter Christaller en utilisant les principes de marché et d'administration (Christaller, 1933).

- 34 C'est le cas de la Pologne, qui a mis en place une organisation en 16 régions en 1999. Elles sont appelées *województwo* en polonais et *voïvodie* en français et représentent une double rupture historique. De 1975 à 1998, la Pologne était divisée en 49 voïvodies plus petites, qui avaient été dessinées par le gouvernement communiste. Ces voïvodies avaient des compétences similaires à celles des départements français d'avant les lois de décentralisation de 1982. Les nouvelles voïvodies sont également différentes des 17 régions historiques antérieures à 1975. Elles en reprennent parfois les noms, mais avec des limites très différentes de celles qui existaient alors.
- 35 Le processus de création des régions en 1999 a consisté en un processus d'agrégation à deux niveaux. Dans un premier temps, des *districts* [*powiat* en polonais] ont été créés en agrégeant des municipalités. Dans un deuxième temps, les districts ont été agrégés pour former les régions en les agrégeant autour des 16 plus grandes villes du pays mais n'a pas donné naissance à 16 régions d'effectifs de population équivalents car les densités de population varient fortement en Pologne. Cela a créé des régions de superficies relativement équivalentes, comme en témoigne le faible coefficient de variation de la série. L'idée directrice était de créer des régions d'organisation et de taille appropriée pour rendre l'aménagement régional efficace (figure 4).

Figure 4. Voïvodies de Pologne depuis 1999.

Source : compilation de l'auteur

Une carte des régions de l'Union européenne

- 36 La carte représente les trois modèles de délimitation des limites régionales, qui sont imparfaitement répartis parmi les Etats membres. Parmi les 22 pays qui ont des régions sur l'ensemble de leur territoire, 10 les ont dessinées par héritage historique, 6 par agrégation d'unités territoriales de rang inférieur et 6 en utilisant le modèle centre périphérie (figure 5).
- 37 Les 10 Etats ayant utilisé la délimitation par héritage historique l'ont fait de manière différente, de part et d'autre de l'ancien rideau de fer. A l'ouest, ce sont des Etats qui ont une tradition régionale forte et ancienne.
- 38 En Italie, en Espagne, en Allemagne, en Autriche et aux Pays-Bas, les régions peuvent être considérées comme héritières d'Etats plus anciens. Par exemple, les régions du Piémont, de la Bavière ou de l'Aragon dérivent directement des Royaumes éponymes qui existaient avant l'unification de l'Italie, de l'Allemagne ou de l'Espagne. C'est certes un peu plus compliqué quand on regarde en détail, car les Etats contemporains unifiés ont adapté localement les limites régionales. Par exemple, au XXI^e siècle, l'Allemagne a moins de Länder que le Reich allemand n'avait d'Etats constitutifs en 1871, quand l'Espagne a plus de régions que le nombre d'Etats ayant fusionné pour la créer dans l'histoire.

Figure 5. Typologie des régions de l'Union Européenne selon leur mode de tracés des limites régionales en 2017.

Source : compilation de l'auteur

- 39 De même, aux Pays-Bas, la situation est légèrement différente car les provinces actuelles sont partiellement héritières d'Etats antérieurs. Durant l'époque napoléonienne et l'annexion à la France des départements avaient été créés, reprenant

majoritairement des limites antérieures. Ils devinrent les provinces du Royaume des Pays-Bas, de nouveau indépendant en 1815, et existent toujours. Le gouvernement en a créé une douzième en 1986, le Flevoland, pour les zones de polders gagnées sur le Zuiderzee/IJsselmeer pendant le XX^e siècle.

- 40 En Suède et en Finlande, plusieurs réformes régionales hésitantes ont été mises en place depuis les années 60 et ce surtout juste avant et juste après leur entrée dans l'Union Européenne en 1995. Ce processus hésitant a fini par s'arrêter sur une cartographie régionale, reprenant globalement les limites des provinces historiques, avec quelques aménagements locaux.
- 41 A priori, on s'attend à ce que ces régions délimitées par héritages historiques soient constitutives d'Etats fédéraux. C'est majoritairement le cas mais ce n'est pas absolu. L'Allemagne et l'Autriche sont des Etats fédéraux depuis respectivement 1949 et 1955. Année après année, l'Italie et l'Espagne sont de plus en plus fédérales, à chaque réforme constitutionnelle qui transfère de nouvelles compétences aux régions. C'est par contre le contraire aux Pays-Bas, en Suède et en Finlande qui, bien qu'ayant des régions délimitées par héritage historique, restent des Etats peu décentralisés.
- 42 En Europe centrale et orientale, seulement 3 pays ont des limites régionales déterminées par héritage historique. Ce sont les 3 pays qui n'ont pas encore fait de réelle réforme régionale depuis la chute du communisme. La Hongrie et la Roumanie n'ont pas encore créé de régions au sens strict. La carte de leurs unités territoriales de déconcentration et de décentralisation est pratiquement un héritage de la fondation de leurs Etats contemporains : 1867 pour la Hongrie et 1918 pour la Roumanie. Depuis ces dates, seules les modifications des frontières internationales ont induit des modifications dans la carte de ces unités territoriales, nommées *Judet* en roumain et *Megye [Comitat]* en hongrois. Ce sont, par leur taille, plutôt l'équivalent des départements français que des régions mais comme ce sont les unités territoriales de rang directement inférieur à l'Etat, on peut considérer que ce sont des régions. Des projets de régionalisation agrégeant ces unités territoriales ont été discutés, mais sans aboutir.
- 43 L'Estonie a choisi une voie semblable et originale à la fois. En 1992, après avoir recouvré son indépendance, elle a choisi de revenir à la carte régionale des années 30, c'est-à-dire antérieure à son annexion par l'Union Soviétique en 1940, sans se poser la question de leur taille et de leur pertinence. Elle a ainsi les plus petites régions de l'Union Européenne.
- 44 Le processus de délimitation des régions par agrégation d'unités territoriales de rang inférieur est commun à 6 Etats de l'Union Européenne. Dans ces Etats, c'est plutôt un processus récent qui a conduit à des régions ayant des compétences limitées. A part en France et en Belgique, cela a été utilisé après 1990 et seule la Belgique a donné à ses régions des compétences importantes à partir de 1980. Dans le détail, cela donne des situations très variables.
- 45 La République d'Irlande a utilisé un modèle original. Les régions regroupent des comtés traditionnels, mais les conseils régionaux sont également les regroupements des conseils de comté. Cela signifie qu'il n'y a pas stricto sensu de conseils régionaux.
- 46 En Belgique, le processus d'agrégation a été utilisé pour délimiter partiellement les limites régionales, mais les Régions ne sont pas le seul échelon infranational de la fédération belge. A côté des Régions, il existe des Communautés linguistiques ayant des

compétences spécifiques et disjonctives de celles des Régions, mais avec des limites territoriales différentes. Dans le détail, c'est même un peu plus compliqué. Les trois Régions et la Communauté germanophone ont des limites territoriales définies quand les Communautés néerlandophone et francophone n'en ont pas. De même, la Communauté néerlandophone et la Région flamande ont renforcé leurs interactions dans le cadre d'une structure nommée *Vlaamse Overheid*, que l'on peut traduire par Gouvernement Flamand en français. La création des Régions s'est faite, hormis dans l'ancienne province de Brabant, par l'agrégation des Provinces. Ces Provinces sont comparables à celles des Pays-Bas ; elles étaient les unités utilisées pour le maillage des services déconcentrés de l'Etat, avant le processus de fédéralisation de la Belgique amorcé dans les années 1970. Pour l'ancienne province de Brabant, partagée entre les trois Régions, cela a nécessité sa partition en trois échelons de niveau provincial : le Brabant Flamand, le Brabant Wallon et Bruxelles, ce dernier ayant les mêmes limites que la Région de Bruxelles-Capitale, ce qui signifie que, de fait, il n'y a pas de province à Bruxelles.

- 47 En Grèce et à Malte, les régions ont été créées par agrégation d'unités de rang inférieur. Ce sont respectivement les Districts (que l'on appelle parfois Nomes en Français) et les communes. Leurs créations correspondent à un besoin d'organisation territoriale à une plus petite échelle que celle de la commune. Pour Malte, cela peut surprendre mais le pays a réellement des régions. Créées en 1993, elles ont été inscrites dans la constitution en 2001 et leurs limites ont été modifiées en 2009. Au nombre de 5, elles ont des conseils régionaux élus et ont des compétences sur les transports ou l'aménagement du territoire.
- 48 Les Etats membres qui ont utilisé le modèle centre-périphérie sont ceux où la création de régions s'inscrit plutôt dans une rupture historique. Sauf au Danemark, ce modèle a été utilisé dans des pays post-communistes d'Europe centrale. Le processus de tracé des limites régionales constituait l'opportunité de rompre avec celles héritées de l'ancien régime. Politiquement, il a souvent été présenté comme une double opportunité. Créer des nouvelles régions faciliterait l'intégration dans l'Union Européenne et utiliser le modèle centre-périphérie aurait une dimension moderne. Cela signifie qu'une région moderne serait organisée autour d'une ville principale (métropole) et ses limites devraient se confondre avec celles de sa zone d'attraction. Ainsi, cela créerait des régions fonctionnelles dont les limites seraient adaptées à leurs réalités territoriales.
- 49 En analysant la réalité régionale, on se rend compte que l'utilisation de ce modèle n'a pas été absolue. En République Tchèque et en Pologne, c'est globalement le cas. En Bulgarie, en Lituanie et en Croatie, il a été décidé de créer, par objectif politique, des régions de petite taille pour obtenir une carte régionale plus équilibrée, car ces pays ont une forte macrocéphalie. Les trois capitales, Sofia, Vilnius et Zagreb, représentent plus de 20 % de la population totale.
- 50 Au Danemark, le processus de délimitation est comparable mais son but est différent. Au 1^{er} janvier 2007, le gouvernement danois a remplacé les 13 *comtés* [*amt* en danois], définis en 1970, par 5 *régions* [*region* en danois], sans maintenir les limites régionales anciennes. Cette réforme avait deux caractéristiques. Elle a clarifié les compétences et a organisé des régions avec des effectifs de population plus équilibrés, ce qui a permis de réduire le poids démographique relatif de la région de Copenhague. Cela a été possible car la géographie du Danemark a profondément été modifiée au début du XXI^e siècle. Un programme ambitieux de construction de ponts sur les détroits danois a été achevé.

Le pays était globalement un archipel et toutes les îles principales et le continent sont maintenant connectés, si bien que les limites régionales ont pu s'affranchir de celles des îles et presqu'îles.

Les liens entre les effectifs de population, les superficies et les compétences des régions

Méthodologie et Indice d'Autorité Régionale (IAR)

- 51 En géographie, les auteurs utilisent différents indicateurs pour délimiter la dispersion des séries statistiques, comme l'écart-type, mais, pour comparer deux séries statistiques entre elles, on va plutôt utiliser le coefficient de variation qui est l'écart-type divisé par la moyenne arithmétique. En premier lieu, j'ai calculé le coefficient de variation pour les populations et les superficies des régions par pays.
- 52 J'ai ensuite ajouté deux autres séries : le modèle de délimitation des limites régionales et le RAI. Le modèle de délimitation est une donnée qualitative qui n'a pas fait l'objet de calcul mais j'ai utilisé trois modalités : 1 pour la délimitation par héritage, 2 pour celle par agrégation et 3 pour celle utilisant le modèle centre périphérie. Le RAI ou *Regional Authority Index*, que l'on peut traduire en français par *Indice d'Autorité Régionale (IAR)*, est un indice synthétique qui mesure le degré d'autonomie d'une région. Il a été défini par Marks, Hooghe et Schakel (2008b) et comprend deux catégories : compétences propres et compétences partagées. Chacune de ces deux catégories est divisée en quatre modalités. Pour les compétences propres, les modalités sont : taille institutionnelle, envergure politique, autonomie fiscale et niveau de représentation. Pour les compétences partagées, ce sont : pouvoir législatif, contrôle exécutif, contrôle fiscal et réforme constitutionnelle. Pour chacune des modalités, une note est attribuée puis on ajoute les 8 notes qui forment l'IAR. Plus la somme est élevée, plus la région a de compétences. Pour les Etats membres, l'IAR varie de 4 en Lituanie, le pays le moins déconcentré et décentralisé, à 29,3 pour l'Allemagne où les régions ont le plus de compétences. L'article cité utilisant des données de 2006, j'ai recalculé l'IAR de chaque pays, en utilisant la même méthodologie, pour 2016, soit juste après la réforme régionale française.

Figure 6. Indice d'Autorité Régionale (IAR) des régions de l'Union Européenne en 2017.

Source : Marks G., Hooghe L. & Schakel A.H. (2008b) et calculs de l'auteur

- 53 La carte de l'IAR est très intéressante (figure 6). A première vue, elle montre un contraste est-ouest. Les pays d'Europe de l'Ouest donnent plus de compétences à leurs régions. Sauf si on met de côté les pays scandinaves et la Finlande, l'ancien *Rideau de Fer* apparaît clairement. En fait la régionalisation est un processus récent en Europe centrale et orientale où les gouvernements ont bien créé des régions mais en leur donnant peu de pouvoirs. A l'ouest le processus est plus ancien et plus profond. Réformes après réformes, les régions se sont vues dotées de plus en plus de compétences, malgré le léger processus de reconcentration observé depuis une décennie.

Une proposition de classification des régions de l'Union Européenne

- 54 Le tableau 2 montre une très grande variété de situations entre les Etats membres de l'Union Européenne, mais est-il possible de distinguer des regroupements avec une analyse plus détaillée? En utilisant la méthode de discrétisation de Jenks qui maximise la variance interclasse et qui minimise la variance intraclasse, on obtient, en l'appliquant à la superficie des régions, un début de classification. On a trois catégories de régions : les grandes, les moyennes et les petites. La superficie est la série quantitative avec le plus grand coefficient de variation, ce qui signifie qu'elle est la mesure de la plus grande disparité entre régions.
- 55 Les 7 plus grands Etats membres ont, en moyenne, les régions les plus grandes de l'Union Européenne mais ces pays ont des coefficients de variations élevés pour ce qui concerne la superficie et l'effectif de population (figure 7). Cela signifie que la réalité régionale y est très diverse. Il y a, à la fois, de petites régions comme Hambourg ou

Madrid mais aussi de grandes comme la Nouvelle Aquitaine ou la Bavière. Il y a des régions peu peuplées, comme la Corse ou les Asturies, mais aussi les régions les plus peuplées de l'Union Européenne comme la Rhénanie du Nord-Westphalie ou l'Île-de-France. Dans ce groupe, les pays nordiques, c'est-à-dire la Suède et la Finlande, ont leurs spécificités. Les coefficients de variations pour la superficie ou la population y sont les plus élevés d'Europe. Ceci s'explique par la faible densité de population de leurs régions périphériques et la forte concentration de la population dans quelques villes. Par exemple, en Suède, les trois aires urbaines les plus importantes du pays, Göteborg, Malmö et Stockholm, représentent plus de 35 % de la population totale quand les deux régions les plus septentrionales, Norrbotten et Västerbotten, en rassemblent moins de 5 %.

- 56 Dans cette catégorie, les limites régionales ont été tracées par héritage historique, sauf en France et en Pologne. L'IAR varie fortement d'un pays à l'autre. Certains Etats sont fédéraux comme l'Allemagne et d'autres peu décentralisés comme la Finlande. L'Italie forme un exemple original. C'est le pays qui a le plus faible coefficient de variation pour la population, quand ses limites régionales ont été tracées par héritage historique. C'est probablement dû à son histoire. Avant l'unification en 1860, l'Italie était divisée en plusieurs Etats ayant chacun sa propre capitale. Le processus d'urbanisation, pendant la révolution industrielle, s'est ainsi fait dans un nombre important de villes, dans un pays ayant peu de ressources naturelles, c'est-à-dire sans localisation industrielle liée à celle des matières premières.
- 57 Les pays ayant des régions de taille moyenne représentent à peu près la moitié des Etats membres de l'Union Européenne et c'est un groupe moins hétérogène que celui de ceux ayant des régions de grande taille. Hormis pour la Grèce, les coefficients de variation sont faibles que ce soit pour la superficie ou la population des régions. De même, dans ce groupe, peu d'Etats ont délimité les limites régionales par héritage historique. Ils ne sont que 3 sur 11. C'est également un groupe où l'IAR est faible. Il est inférieur à celui de la moyenne arithmétique de l'UE dans 9 Etats sur 11. En fait, ce groupe est le plus représentatif de ce qu'est majoritairement la région dans l'Union Européenne : des régions de taille équilibrée dans le référentiel national, de taille et de population moyenne (12 000 km² et 1,2 million d'habitants), avec relativement peu de compétences liées à une décentralisation récente et souvent incomplète, c'est-à-dire avec une gouvernance duale entre les services déconcentrés de l'Etat à l'échelle régionale et les conseils régionaux.

Tableau 2. Quelques indicateurs pour les régions de l'Union Européenne.

	Superficie en km ²	Moy. Arithm. des superficies	Moy. Arithm. des populations (millions)	Coeff. de variation des populations	Coeff. de variation des superficies	IAR	Modèle de délimitation des limites régionales
France	633 258	37 250	3,820	0,82	0,75	14,0	2
Espagne	505 613	29 742	2,728	0,92	1,02	22,1	1
Allemagne	357 113	22,320	5,033	0,95	0,84	29,3	1

Pologne	312 677	19 542	2,385	0,52	0,35	8,0	3
Suède	410 268	19 537	0,459	1,17	1,17	10,0	1
Finlande	333 267	17 540	0,288	1,19	1,23	7,1	1
Italie	301 311	14 348	2,880	0,87	0,53	22,7	1
Belgique	30 527	10 176	3,743	0,70	0,87	29,0	2
Grèce	131 621	10 125	0,829	1,20	0,52	10,0	2
Autriche	83 873	9 319	0,925	0,59	0,68	18,0	1
Irlande	70 178	8 772	0,529	0,54	0,49	6,0	2
Danemark	42 828	8 566	1,141	0,41	0,49	10,2	3
Lituanie	65 300	6 530	0,332	0,30	0,73	4,0	3
Slovaquie	49 032	6 129	0,677	0,14	0,40	6,0	2
Romanie	238 411	5 676	0,479	0,56	0,30	10,0	1
R. Tchèque	78 929	5 638	0,747	0,44	0,49	7,0	3
Hongrie	93 381	4 669	0,498	0,74	0,39	10,0	1
Bulgarie	110 892	3 960	0,276	0,82	0,37	6,0	3
Estonie	43 312	2 887	0,086	1,58	0,32	6	1
Pays-Bas	33 751	2 813	1,411	0,76	0,42	14,5	1
Croatie	56 542	2 692	0,204	0,81	0,48	9	3
Malte	320	64	0,089	0,33	0,55	7	2
Moyenne de l'UE	-	11,880	1.266	0,81	0,58	11,6	-

Source des données : Eurostat (www.eurostat.eu), Marks G., Hooghe L. and Schakel A. H. (2008b) et calculs de l'auteur

- 58 Dans ce groupe des Etats ayant des régions de taille moyenne ; deux sont très différents des autres : la Belgique et l'Autriche. Ce sont les deux plus petits Etats fédéraux d'Europe quand cette forme d'organisation régionale est plutôt le fait des grands pays. Cette spécificité est liée à l'histoire de ces pays. La fédéralisation de l'Autriche est une

disposition prévue dans le Traité d'Etat de l'Autriche [*Österreichischer Staatsvertrag* en allemand]. C'est une des conditions exigée par les alliés, vainqueurs de la Seconde Guerre Mondiale, au rétablissement de sa souveraineté en 1955. La Belgique est également un Etat fédéral mais selon un processus original. Ce sont les tensions linguistiques entre francophones et néerlandophones, apparues dans les années 1960, qui ont été à l'origine du processus de fédéralisation. Ce processus n'est pas brutal mais progressif, l'Etat fédéral ayant de moins en moins de compétences à chaque réforme. C'est en ce sens qu'il est original en Europe.

- 59 Quatre pays ont des régions de petite taille : Malte, l'Estonie, la Croatie et les Pays-Bas. Dans les trois premiers Etats, les régions sont de création, ou de re-création, récente. Elles ont peu de compétences et ce sont les pays les moins déconcentrés ou décentralisés de l'Union Européenne. A l'opposé, le modèle néerlandais est original dans ce groupe. Les régions y sont certes de petite taille, mais ont des effectifs de population dans la moyenne des Etats membres et leur IAR est comparable à celui des régions françaises. Il y a des discussions actuellement pour agrandir les régions mais on peut se demander si leur importance historique et identitaire n'est pas trop importante pour réellement en modifier les limites.

Figure 7. Typologie des régions de l'Union Européenne selon les coefficients de variation des populations et des superficies et leur lien avec l'IAR.

Source : Eurostat et compilation de l'auteur

Conclusion

- 60 Cet article montre une nouvelle fois que l'Union Européenne est conforme à sa devise « unie dans la diversité ». Il existe une réelle ambiguïté de la signification du terme

région dans les traités comme dans la pratique en particulier en ce qui concerne la politique de cohésion. Elle s'appuie sur une Nomenclature des Unités Territoriales et Statistiques (NUTS) à trois niveaux qui peuvent parfois correspondre à des régions, mais sans que ce soit généralisé, ni que ce soit pour le même niveau de NUTS. Les NUTS 1, 2 ou 3 peuvent parfois correspondre aux régions mais ce n'est pas le cas dans 9 Etats membres sur 28.

- 61 Cette ambiguïté est liée à de nombreux facteurs et, de manière générique, on peut simplement dire qu'il n'existe pas un mais plusieurs modèles de région dans l'Union Européenne. Lors de la réforme récente en France, le Premier Ministre Manuel Valls l'avait présentée comme la nécessité de faire des régions de taille européenne dont il n'existe pas de modèle unique...
- 62 De même, les limites régionales ont été dessinées de trois manières différentes dans la cadre de politiques nationales. Certains Etats ont maintenu des limites régionales avec une continuité historique même si elles les ont généralement adaptées dans la période contemporaine. C'est le cas de l'Italie ou de l'Allemagne. A l'opposé, d'autres Etats membres ont utilisé le tracé des limites régionales pour marquer une rupture historique avec un régime antérieur ; l'exemple emblématique en est la Pologne. Quand on croise ces données avec celles de la taille, de la population et du niveau de compétence des régions, on arrive à la définition de trois groupes de pays représentant chacun un modèle spécifique. Pour les décrire, on peut retenir trois grandes idées.
- 63 La disparité la plus importante est constituée par la distinction entre, d'une part, les régions de grande taille et, d'autre part, celles de petite et moyenne superficies.
- 64 La majorité des pays ayant des régions de grande taille en ont délimité les limites spatiales par héritage historique, avec un Indice d'Autorité Régionale plutôt élevé. On peut considérer ces régions comme modèle de région territoriale. Ce groupe est cependant loin d'être homogène, avec des spécificités en ce qui concerne l'Europe du Nord, la France ou la Pologne.
- 65 Les pays ayant des régions de taille moyenne et petite ont plutôt des limites régionales tracées par agrégation ou en utilisant le modèle centre-périphérie. Elles peuvent être considérées comme des régions fonctionnelles c'est-à-dire ayant des limites plutôt adaptées à leurs compétences. Elles ont par contre un IAR inférieur à la moyenne, sauf pour l'Autriche et la Belgique qui sont des Etats fédéraux. Elles sont plutôt peu peuplées, sauf dans le cas des Pays-Bas, où, malgré leurs petites tailles, elles ont des effectifs de population importants, dans ce pays où les densités sont fortes.
- 66 Ces disparités importantes sont celles observées dans la deuxième moitié des années 2010 mais la question régionale semble en évolution constante. La France vient de faire une réforme régionale importante et d'autres pays en sont tentés. Par exemple, l'Italie s'est concentrée sur la création de *villes métropolitaines* (*Città Metropolitane*) et mène une réflexion actuellement pour réduire le nombre de régions. La Roumanie et la Hongrie réfléchissent à transformer leurs régions de planification en de réelles collectivités territoriales. Le processus amorcé depuis les années 1980 ne semble pas terminé, d'autant que les régions prennent de nouvelles formes, notamment dans le cadre de la création de régions transfrontalières ou de macro-régions avec parfois des identités fortes...

BIBLIOGRAPHIE

- BAFOIL F. (2006), *Europe centrale et orientale : mondialisation, européanisation et changement social*, Presses de Sciences Po, 567 p.
- BARBULESCU I.G., HORGHA I., IVAN A., PALINCHACK M. & SULI-ZAKAR I. (2011), *Regional development and territorial cooperation in Central and Eastern Europe*, University of Oradea Press, 231 p.
- CALLOZ R., COLLET C. (2011), *Analyse spatiale de l'information géographique*, Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, 383 p.
- CHRISTALLER W. (1933), *Die zentralen Orte in Süddeutschland*, Jena, Fischer Verlag.
- JOUEN M. (2011), *La politique européenne de cohésion*, Paris, La Documentation Française, 192 p.
- KEATING M. (2013), *Rescaling the European State. The Making of Territory and the Rise of the Meso*, Oxford University Press.
- MARKS G., HOOGHE L. & SCHAKEL A.H. (2008a), "Measuring Regional Authorities", *Regional and Federal Studies*, 18, 2, pp. 111-121.
- MARKS G., HOOGHE L. & SCHAKEL A.H. (2008b), "Appendix B: Countries and Regional Scores", in *Regional and Federal Studies*, 18, 2, pp. 259-274.
- PAASI A. (2009), "The resurgence of the 'Region' and 'Regional Identity': theoretical perspectives and empirical observations on regional dynamics in Europe", in *Review of Regional Studies*, 35, Special Issue S1, February 2009, pp. 121-146.
- PASQUIER R. (2012), *Le pouvoir régional : mobilisation, décentralisation et gouvernance en France*, Paris, Presses de Science Po, 384 p.
- PICOUET P. (éd.) (2012), "Régions, Régionalisation, Régionalisme", in *Territoires en Mouvement, Revue de Géographie et d'Aménagement*, 16.
- ROGERSON P.A. (2010), *Statistical methods for geography*, third edition, SAGE Publications, 349 p.
- SEYS F.O. (2017), "Les nouvelles régions françaises dans le contexte de l'Union Européenne", *Pôle Sud revue de sciences politiques de l'Europe Méridionale*, 46, 1, pp. 97-113.

Sites web consultés

Eurostat : <https://ec.europa.eu/eurostat/home>
 Comité Européen des Régions : <https://cor.europa.eu/fr>
 Eurégio : <http://Eurégio.univ-lille1.fr/>

RÉSUMÉS

La question régionale est, à l'échelle historique, une question récente en Europe. La plupart des Etats membres de l'UE se sont dotés de régions dans la seconde moitié du XX^e siècle, mais avec des modèles différents. Les limites régionales ont été tracées selon trois méthodes principales. Le niveau de compétences des régions est très variable, allant des Etats fédéraux à ceux où les régions ne sont que des échelons territoriaux des services déconcentrés de l'Etat. De même, la superficie et la population des régions sont très différentes d'un Etat à l'autre et à l'intérieur des

Etats. Malgré cette diversité, cet article propose une réflexion pour arriver à une classification des Etats européens selon la réalité de leurs régions.

The regions' issue is recent in Europe on a historical scale. Most EU States created regions in the second half of the 20th century, but they used different models. Regional boundaries have been drawn using three main methods. The level of regions' competences varies also greatly, from federal States to less decentralized States. Similarly, the area and the population of regions are very different from one country to another and within countries. Despite this diversity, this paper proposes a reflection to put in place a classification of European Union countries, according to their regional realities.

INDEX

Keywords : European Union, regions, regional boundaries, competences, population, size

Mots-clés : Union Européenne, régions, limites régionales, compétences, population, taille

AUTEUR

FRANÇOIS-OLIVIER SEYS

Université de Lille, Laboratoire TVES, EA 4477, UFR de Géographie et d'Aménagement, francois-olivier.seys@univ-lille.fr